

Dans Mediapart (France) : <http://blogs.mediapart.fr/blog/lauriefachaux/210312/dictature-l-etat-uruguayen-reconnait-pour-la-premiere-fois-sa-respons>

## Dictature : L'Etat uruguayen reconnaît pour la première fois sa responsabilité

21 Mars 2012 Par [LaurieFachaux](#)

Ce mercredi, l'Etat uruguayen reconnaîtra sa responsabilité dans au moins un cas de disparition forcée pendant la dictature (1973-1985). Cette reconnaissance –publique– n'émane toutefois pas de la bonne volonté de l'Etat, mais d'une sentence de la CIDH, la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme.



Macarena

Gelman© La República

Août 1976, Buenos Aires. María Claudia García Iruretagoyena, citoyenne argentine, est enlevée par des hommes armés, dans le cadre du plan Condor. Alors enceinte de huit mois, elle est emmenée en Uruguay et séquestrée dans les locaux du service d'Intelligence de la Défense. Les militaires la laissent en vie jusqu'à l'accouchement, puis l'assassinent. Son enfant est donnée à un policier uruguayen. Cette enfant, c'est Macarena Gelman. Cette citoyenne uruguayenne apprend, en 2000, que le poète argentin Juan Gelman qui recherche activement sa petite-fille est son grand-père biologique. En 2006, Macarana Gelman dépose plainte en Uruguay pour retrouver le corps de sa mère, mais la justice uruguayenne classe le dossier sans suites, comme tant d'autres, en vertu de la loi dite de « caducité ».

Macarena Gelman et son grand-père attaquent alors l'Etat uruguayen devant la CIDH, ils gagnent le 24 février 2011. Dans une sentence historique, la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme déclare l'Etat uruguayen responsable de la « disparition forcée » de la mère de Macarena Gelman. L'Uruguay doit, par ailleurs, verser 513 000 dollars à Macarena Gelman, et reconnaître publiquement sa responsabilité lors d'une cérémonie, qui aura lieu ce mercredi 21 mars.

Le président de l'Uruguay, José Mujica, prononcera un discours devant les députés, sénateurs, Macarena Gelman, et autres victimes de la junte militaire, qui comme lui, ont



20120321-00016-2

connu la torture et la privation de liberté.

Le 24 mars 2004, Nestor Kirchner, alors président de la République argentine, avait demandé « pardon au nom de l'Etat » pour tous les crimes commis pendant la dictature. Encore plus symbolique, Kirchner avait alors demandé au chef de l'Armée de décrocher le tableau de Jorge Videla (chef de la junte militaire) du Collège militaire. Un exemple à suivre ?



Le tableau de Jorge Videla est retiré du Collège militaire, sur ordre de Nestor Kirchner, le 24 mars 2004.